

Concours

**Psychologue
de Classe Normale**

Catégorie A

Août 2017

Les textes de référence

Décret n° 92-853 du 28 août 1992 portant statut particulier du cadre d'emplois des psychologues territoriaux.

Décret n° 2004-584 du 16 juin 2004 modifiant le décret n° 92-853 susvisé.

Décret n° 93-399 du 18 mars 1993 relatif aux conditions d'accès et aux modalités d'organisation des concours sur titres pour le recrutement des psychologues territoriaux, des sages femmes territoriales et des biologistes, vétérinaires et pharmaciens territoriaux.

L'emploi

Les Psychologues territoriaux exercent les fonctions, conçoivent les méthodes et mettent en œuvre les moyens et techniques correspondant à la qualification issue de la formation qu'ils ont reçue. A ce titre, ils étudient, au travers d'une démarche professionnelle propre, les rapports réciproques entre la vie psychique et les comportements individuels et collectifs afin de promouvoir l'autonomie de la personnalité.

Ils contribuent à la détermination, à l'indication et à la réalisation d'actions préventives et curatives et collaborent aux projets de service ou d'établissement des régions, des départements et des communes par la mise en œuvre de leur démarche professionnelle propre, tant sur le plan individuel, familial qu'institutionnel, dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance, de la protection maternelle et infantile et dans tout domaine à caractère social.

Ils entreprennent et suscitent tous travaux, recherches ou formations que nécessitent l'élaboration, la réalisation et l'évaluation de leur action et participent à ces travaux, recherches ou formations. Ils peuvent collaborer à des actions de formation.

Les conditions d'inscriptions sur la liste d'aptitude

Sont inscrits sur la liste d'aptitude d'accès au grade de **Psychologue de classe normale**, les candidats déclarés admis à un concours sur titres avec épreuves.

Les conditions d'accès aux concours

🕒 Les conditions générales d'accès :

Tout candidat doit :

- être de nationalité française ou ressortissant des Etats membres de la Communauté européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen et de la Principauté d'Andorre autres que la France,
- jouir de ses droits civiques dans l'Etat dont on est ressortissant,
- ne pas avoir subi une condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions,
- être en position régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont on est ressortissant,
- remplir les conditions d'aptitude physique exigées pour l'exercice des fonctions (compte tenu éventuellement des possibilités de compensation d'un handicap).

📍 Les conditions d'accès au concours :

Le concours sur titres avec épreuve est ouvert aux candidats titulaires :

- de la licence et de la maîtrise en psychologie ; les candidats doivent en outre justifier de l'obtention :
 - a) Soit d'un diplôme d'études supérieures spécialisées en psychologie ;
 - b) Soit d'un diplôme d'études approfondies en psychologie comportant un stage professionnel dont les modalités sont fixées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
 - c) Soit de l'un des diplômes suivants :
- | | |
|--|---|
| 1. Diplôme de psychopathologie de l'université d'Aix-Marseille, puis de l'université Aix- Marseille-I. | 10. Diplôme de psychologie pathologique de l'université de Nancy, puis de l'université Nancy-II. |
| 2. Diplôme de psychopathologie de l'université de Besançon. | 11. Diplôme de psychologie pathologique de l'institut de psychologie de l'université de Paris. |
| 3. Diplôme d'études psychologiques et psychosociales, option psychopathologie, de l'université de Bordeaux, puis de l'université Bordeaux-III, puis de l'université Bordeaux-II. | 12. Diplôme de psychopédagogie spéciale de l'institut de psychologie de l'université de Paris. |
| 4. Diplôme de psychologie pratique, option psychopathologie ou option psychopédagogie médico-sociale, de l'université de Clermont- Ferrand, puis de l'université Clermont- Ferrand-II. | 13. Diplôme de psychologie de l'université Paris-V. |
| 5. Diplôme de psychopathologie de l'université de Dijon. | 14. Diplôme de psychologue clinicien de l'université Paris-VII. |
| 6. Diplôme de psychopathologie de l'université de Grenoble, puis de l'université Grenoble-II. | 15. Certificat d'études supérieures de psychologie pathologique de l'université Paris- X. |
| 7. Certificat d'études supérieures de psychologie pathologique de l'université Lille- III. | 16. Diplôme de psychopathologie de l'université de Rennes, puis de l'université Rennes-II. |
| 8. Diplôme de psychologie pratique, option psychopathologie ou option psychopédagogie médico- sociale, de l'université de Lyon, puis de l'université Lyon-II. | 17. Certificat d'études supérieures de psychologie pathologique de l'université de Strasbourg, puis de l'université Strasbourg-I. |
| 9. Diplôme de psychopathologie et de psychologie appliquée de l'université de Montpellier, puis de l'université Montpellier- III. | 18. Diplôme de psychopathologie de l'université de Toulouse, puis de l'université Toulouse-II. |
| | 19. Diplôme de psychologue praticien délivré jusqu'au 31 décembre 1969 par l'Institut catholique de Paris. |
| | 20. Diplôme de psychopathologie clinique délivré depuis le 1er janvier 1970 par l'Institut catholique de Paris. |

- de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes mentionnés au 1° dans les conditions fixées par l'article 1er du décret du 22 mars 1990 modifié ;
- du diplôme de psychologie du travail délivré par le Conservatoire national des arts et métiers ;
- du diplôme de psychologie délivré par l'école des psychologues praticiens de l'Institut catholique de PARIS ;
- du diplôme d'Etat de conseiller d'orientation-psychologue.

© Dispositions applicables aux candidats handicapés :

Si aucune disposition législative n'oblige un candidat à la Fonction Publique à déclarer son handicap lors de son inscription à un concours ou à un examen, cette déclaration peut toutefois lui permettre de bénéficier de dérogations aux règles normales de déroulements des épreuves.

Ainsi, les candidats travailleurs handicapés ayant fait l'objet d'une orientation en milieu ordinaire de travail doivent, pour être admis à concourir à ce titre, produire la décision de la Commission des Droits et de l'Autonomie des Personnes Handicapés, ainsi qu'un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé par le préfet du département de leur lieu de résidence (si possible compétent en matière de handicap), confirmant la compatibilité de leur handicap avec l'emploi auquel le concours ou l'examen professionnel donne accès.

Les aménagements d'épreuves (octroi d'un tiers temps supplémentaire, fractionnement des épreuves, aides humaines et techniques, ...) sont accordés par le président du Jury du concours ou de l'examen, sur demande du candidat accompagnée le cas échéant d'un certificat médical du médecin agréé précisant la nature des aménagements que nécessite son handicap.

L'épreuve

Tout candidat à un concours qui ne participe pas à l'épreuve obligatoire est éliminé.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'épreuve obligatoire d'admission entraîne l'élimination du candidat.

Un candidat ne peut être admis si sa note à l'épreuve est inférieure à 10 sur 20.

© Epreuve orale d'admission :

L'épreuve d'admission consiste en un entretien, ayant pour point de départ un exposé du candidat sur sa formation et son projet professionnel, permettant au jury d'apprécier sa capacité à s'intégrer dans l'environnement professionnel territorial au sein duquel il est appelé à travailler, sa motivation et son aptitude à exercer les missions dévolues aux membres du cadre d'emplois (durée : 20 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé).

Le recrutement : l'inscription sur la liste d'aptitude

A l'issue de toutes les épreuves, les jurys arrêtent, dans la limite des places mises au concours, une liste d'admission.

Le Président du Centre de Gestion arrête la liste d'aptitude qui est établie par ordre alphabétique, au vu de la liste d'admission.

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement. Il appartient aux lauréats de se rapprocher des collectivités qui ont déclaré des emplois vacants, seules investies du pouvoir de nomination. La liste d'aptitude ayant une validité nationale, les lauréats peuvent être recrutés dans toutes les collectivités territoriales.

L'inscription sur la liste d'aptitude est valable deux ans. Le lauréat qui n'a pas été nommé stagiaire bénéficie d'un droit de réinscription une troisième, puis une quatrième année sur sa demande expresse. Cette demande doit parvenir au Centre de Gestion, par écrit, dans le délai d'un mois avant la fin de chaque période d'inscription.

TRÈS IMPORTANT : Le lauréat qui serait déclaré apte à plusieurs concours du même grade devra opter pour son inscription sur une seule liste d'aptitude. En outre, le lauréat est informé qu'après deux refus d'offre d'emploi transmise par une collectivité ou un établissement au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale organisateur, il est radié de la liste d'aptitude.

Le déroulement de carrière

🕒 La nomination :

Les candidats inscrits sur la liste d'aptitude d'accès au grade de **Psychologue de classe normale** et recrutés par une collectivité ou un établissement public sont nommés stagiaires par l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, pour une durée d'un an.

🕒 La titularisation :

La titularisation des stagiaires intervient, par décision de l'autorité territoriale, à la fin du stage, au vu notamment d'un rapport établi par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale.

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, le stagiaire est soit licencié, s'il n'avait pas auparavant la qualité de fonctionnaire, soit réintégré dans son cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine.

Toutefois, l'autorité territoriale peut, à titre exceptionnel et après avis du président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale et de la Commission administrative paritaire, décider que la période de stage est prolongée d'une durée maximale de six mois.

Possibilités d'avancement

Peuvent être nommés **Psychologues hors classe**, après inscription sur un tableau d'avancement, les Psychologues de classe normale ayant atteint le 7^e échelon de leur grade.

La rémunération

Les fonctionnaires territoriaux perçoivent un traitement mensuel basé sur des échelles indiciaires.

Le grade de **Psychologue de classe normale** est affecté d'une échelle indiciaire de **379 à 801** (Indices bruts).

La rémunération correspondante (valeur au 1^{er} février 2017) est de :

- 1 635,42 euros bruts mensuels au 1^{er} échelon,
- 3 083,40 euros bruts mensuels au 11^e échelon.